

Audit Conseil Finance

Société de Commissariat aux Comptes

1 avenue Niel - 75017 PARIS

Michel LACHEZE

François-Xavier LACHEZE

Associés

Commissaires aux Comptes

☎ +33 (0) 1 53 81 88 88

✉ +33 (0) 1 40 54 84 10

cac@acfparis.fr

ASSOCIATION AGEFA PARIS ILE-DE-FRANCE

Immeuble « Le Luminis »

91 rue Jean Jaurès

92800 PUTEAUX

Siret 803 010 214 00036

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022



SELAS au Capital de 9 000 € - RCS Montargis 481 984 300 000 22 - APE 6920Z

TVA FR 05 481 984 300

Membre de la Compagnie Régionale d'Orléans

Siège : 22 avenue A.Cochery - 45200 MONTARGIS Tél. : 02 38 89 00 55 + Fax : 02 38 98 70 15

ASSOCIATION AGEFA PARIS ILE-DE-FRANCE

Immeuble « Le Luminis »

91 rue Jean Jaurès

92800 PUTEAUX

Siret 803 010 214 00036

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022

Aux membres de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AGEFA PARIS ILE-DE-FRANCE relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par la Présidente.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents donnés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil de votre association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 13 juin 2023

Le commissaire aux comptes
AUDIT CONSEIL FINANCE



M. LACHEZE
Associé
Commissaire aux comptes

ASSOCIATION AGEFA PARIS ILE-DE-FRANCE

Comptes annuels

	Pages
Bilan	1 – 2
Comptes de résultat	3 – 4
Annexe	5 – 18

Bilan Actif

		Du 01/01/2022 au 31/12/2022		Au 31/12/2021	
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets et droits similaires		20 240	20 240		619
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillages industriels					
Autres immobilisations corporelles		100 454	38 822	61 632	73 145
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées		10 000		10 000	10 000
Autres titres immobilisés		25 450		25 450	25 450
Prêts					
Autres immobilisations financières		8 741		8 741	8 330
TOTAL I		164 885	59 062	105 823	117 544
II					
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et encours					
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés		3 189 720	129 931	3 059 789	2 168 253
Créances reçues par legs ou donations					
Autres		13 094		13 094	9 886
Valeurs mobilières de placement		2 000 000		2 000 000	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités		6 441 572		6 441 572	6 419 385
Charges constatées d'avance		54 186		54 186	57 075
TOTAL III		11 698 572	129 931	11 568 641	8 654 599
IV					
Frais d'émission des emprunts					
V					
Primes de remboursement des obligations					
VI					
Ecart de conversion actif					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)		11 863 457	188 993	11 674 464	8 772 143

Bilan Passif

	31/12/2022	31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	3 612 760	1 621 840
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	2 846 385	1 990 920
Situation nette	6 459 145	3 612 760
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	61 632	73 764
Provisions règlementées		
TOTAL I	6 520 777	3 686 524
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	798 590	592 290
Provisions pour charges		
TOTAL IV	798 590	592 290
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 575	2 194
Emprunts et dettes financières diverses	610	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 953 493	2 158 418
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	82 696	98 446
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	790 371	796 360
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 525 352	1 437 910
TOTAL V	4 355 097	4 493 329
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	11 674 464	8 772 143

Compte de résultat

	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	555 733	517 803
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	9 040 440	8 088 121
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	81 788	146 346
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	622	336
TOTAL I	9 678 583	8 752 606
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	5 889 119	5 917 272
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	23 521	40 786
Salaires et traitements	418 759	485 119
Charges sociales	163 002	187 175
Dotations aux amortissements et dépréciations	142 063	73 265
Dotations aux provisions	206 300	77 849
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	14 025	18 059
TOTAL II	6 856 789	6 799 524
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	2 821 794	1 953 081
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	16 394	1 771
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	16 394	1 771
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	16 394	1 771
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	2 838 188	1 954 852

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		24 147
Sur opérations en capital	12 132	13 209
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	12 132	37 356
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		864
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		864
* RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	12 132	36 492
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	3 935	425
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	9 707 110	8 791 733
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	6 860 724	6 800 813
EXCEDENT OU DEFICIT	2 846 385	1 990 920
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ASSOCIATION AGEFA PARIS ILE-DE-FRANCE

Annexe aux comptes annuels

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 8 772 143 Euros, présenté sous forme de liste, et dégagant un résultat de : 1 990 919 284 385 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

L'association a pour activité:

- le développement et la promotion des formations professionnelles en alternance ou non, y compris l'apprentissage auprès des entreprises et des jeunes.
- La création, la gestion et la supervision de sections de formation ou d'enseignement professionnel en alternance ou non, au sein de tout établissement d'enseignement professionnel sous statut scolaire, d'enseignement supérieur ou au sein d'établissement tiers ou de locaux loués.
- La supervision d'Unités de Formation des Apprentis ou d'organismes délivrant des formations professionnelles.
- Le développement et la représentation des intérêts de l'association dans les relations avec les organismes de la formation professionnelle, auprès des pouvoirs publics et les organismes de financements de la formation professionnelle.

L'association est l'organisme gestionnaire du CFA AGEFA PARIS IDF.

Ainsi, au sein du CFA AGEFA PARIS IDF plus de 1047 jeunes préparent des diplômes de niveau 4 à niveau 7 au sein de 13 établissements partenaires sur la région parisienne. A ce jour, l'activité du CFA est "hors les murs".

Les bureaux de l'association se situent au 91, rue Jean JAURES 92800 Puteaux.

L'association facture les formations aux OPCO, aux Entreprises Publics, mais également aux entreprises privées en ce qui concerne le "reste à charge".

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 11 674 464 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 2 846 385 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'économie française a connu, à l'image de ce que connaissent les autres pays du globe, depuis début 2021 une hausse significative et continue du prix notamment des matières premières, des produits manufacturés et des sources d'énergie comme le carburant. Elle s'est accentuée depuis le déclenchement de la guerre opposant la Russie et l'Ukraine fin février 2022.

Toutefois, cette hausse n'a pas eu d'impact significatif sur l'activité de l'Association.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 à 5 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 à 15 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 1 à 8 ans, |
| • Mobilier | 5 à 10 ans, |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

En 2021, l'Association a décidé la création d'une filiale sous la forme juridique d'une SAS avec un seul actionnaire au capital de 10 000 euros (dix mille euros) qui débutera son activité le 27 décembre 2021 avec pour objet social diverses prestations comme :

- Formation continue,
- Formation en alternance,
- Conseil,
- Recrutement,
- Promotion commerciale.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Des avoirs à établir sur les OPCOS nés lors de la migration sur YPAREO ont été constitués et s'élèvent à 189 917,30€ à fin 12.2022

Dans le compte 491000 "provisions créances clients", une dotation sur provisions a été enregistrée. Elle concerne le reste à charge des entreprises pour les formations terminées en 2021 pour un montant de 129 931 €.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000. Ainsi, la quote-part inscrite au compte de résultat 2022 s'élève à 12 132,49 €.

Provision pour risques et charges

Une dotation complémentaire pour litige prud'homal a été comptabilisée pour un montant de 206 300€ du fait du pourvoi en cassation début 2023, portant la provision pour litige à 798 590€ au 31 décembre 2022.

Autres dettes

En 2021, l'Association a décidé d'un changement de méthode comptable en ce qui concerne les provisions sur créances des OPCO. Pour rappel, en 2020, suite à la mise en place de l'outil de facturation du logiciel YPAREO, les avoirs à établir sur les OPCO ont été comptabilisés dans le compte 419800.

Au 31 décembre 2022, le solde des avoirs à établir est de 189 917,30€, contre 194 296,30€ en 2021.

Figure dans les "autres dettes" le report de la taxe d'apprentissage 2019 non utilisée pour 593 564€ fin 2022.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme d'information en annexe.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3,77%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 19 242 euros.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature n'étaient ni valorisées, ni comptabilisées jusqu'en 2019. L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06. Leur caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de l'association a été confirmé, les seules contributions en nature étant le temps passé par les administrateurs pour la direction de l'association.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunérations versées à certains dirigeants

Conformément au Code Général des Impôts (articles 261, 7, 1^{er} du CGI et 242C-1 de l'annexe II), l'entité rémunère 1 dirigeant sans remettre en cause le caractère désintéressé de sa gestion. A ce titre, la rémunération versée à ce dirigeant au cours de l'exercice clos le 31/12/2022 n'est pas communiquée car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes payés au cours de l'exercice s'élève à 13 200€.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	20 240		
TOTAL	20 240		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	76 087		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	24 367		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	100 454		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations	10 000		
- Titres immobilisés	25 450		
Prêts et autres immobilisations financières	8 330		411
TOTAL	43 780		411
TOTAL GENERAL	164 474		411
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			20 240
TOTAL			20 240
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagements const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagements divers			76 087
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier			24 367
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			100 454
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			10 000
- Titres immobilisés			25 450
Prêts et autres immobilisations financières			8 741
TOTAL			44 191
TOTAL GENERAL			164 885

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		19 621	619		20 240
TOTAL		19 621	619		20 240
Terrains					
Constructions - Sur sol propre					
: - Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel					
Installations générales, agencements et aménagements divers		15 238	7 609		22 847
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier		12 070	3 905		15 975
Emballages récupérables et divers					
TOTAL		27 309	11 514		38 822
TOTAL GENERAL		46 930	12 133		59 062

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	8 741		8 741
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	3 189 720	3 189 720	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	5 094	5 094	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	8 000	8 000	
Charges constatées d'avance	54 186	54 186	
TOTAL	3 265 741	3 257 000	8 741

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine	2 575	2 575		
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 953 493	1 953 493		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	19 289	19 289		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	58 595	58 595		
Impôts sur les bénéfices	3 935	3 935		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	877	877		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées	610	610		
Autres dettes	790 371	790 371		
Produits constatés d'avance	1 525 352	1 525 352		
TOTAL	4 355 097	4 355 097		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 621 840	1 990 920			3 612 760
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	1 990 920	-1 990 920	2 846 385		2 846 385
Situation nette	3 612 760		2 846 385		6 459 145
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	73 764			12 132	61 632
Provisions réglementées					
TOTAL	3 686 524		2 846 385	12 132	6 520 777

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
TOTAL				

Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentatio Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi	592 290	206 300			798 590
- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II					
	592 290	206 300			798 590
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients	60 056	129 931	60 056		129 931
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III					
	60 056	129 931	60 056		129 931
TOTAL GENERAL (I+II+III)					
	652 346	336 231	60 056		928 521
Dont dotations et reprises :		336 231	60 056		
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

Contributions volontaires en nature

	Répartition par nature de charge	31/12/2022	31/12/2021
		Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)			
	TOTAL		
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)			
	TOTAL		
862 - Prestation			
	TOTAL		
864 - Personnel bénévole			
	TOTAL		
	TOTAL GENERAL		
	Répartition par nature de ressources	31/12/2022	31/12/2021
		Crédit	Crédit
870 - Dons en nature			
	TOTAL		
871 - Prestation en nature			
	TOTAL		
875 - Bénévolat			
	TOTAL		
	TOTAL GENERAL		

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Pensions, retraites et assimilés	
Autres engagements	
TOTAL	

Commentaires : néant

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Commentaires : néant

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2022	Exercice clos le 31/12/2021
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 066 434	1 374 905
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	27 673	38 367
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	189 917	194 296
Instruments de trésorerie	2 575	2 194
TOTAL	1 286 599	1 609 762

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2022	Exercice clos le 31/12/2021
Créances clients, usagers et comptes rattachés	169 009	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	13 094	6 131
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	182 102	6 131

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Produits :	- D'exploitation	1 525 352	1 437 910
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		1 525 352	1 437 910

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Charges :	- D'exploitation	54 186	57 075
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		54 186	57 075

Commentaire

Audit Conseil Finance

Société de Commissariat aux Comptes

1 avenue Niel - 75017 PARIS

Michel LACHEZE

François-Xavier LACHEZE

Associés

Commissaires aux Comptes

+33 (0) 1 53 81 88 88

+33 (0) 1 40 54 84 10

cac@acfparis.fr

ASSOCIATION AGEFA PARIS ILE DE FRANCE

Immeuble « Le Luminis »

91 rue Jean Jaurès

92800 PUTEAUX

Siret 803 010 214 00036

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2022



SELAS au Capital de 9 000 € - RCS Montargis 481 984 300 000 22 - APE 6920Z

TVA FR 05 481 984 300

Membre de la Compagnie Régionale d'Orléans

Siège : 22 avenue A.Cochery - 45200 MONTARGIS Tél. : 02 38 89 00 55 + Fax : 02 38 98 70 15

ASSOCIATION AGEFA PARIS ILE DE FRANCE

Immeuble « Le Luminis »

91 rue Jean Jaurès

92800 PUTEAUX

Siret 803 010 214 00036

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée de l'association Agefa Paris Ile de France,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil.

A) Convention de gestion de trésorerie avec la société DIPLOMANCE

Personne concernée : Mme Joelle Lellouche, Présidente

Nature et objet : Avance en compte courant

Modalités : Par convention en date du 25 juillet 2022, l'AGEFA consent à laisser à disposition de la société DIPLOMANCE des avances et somme d'argent sous forme de compte-courant.
Ces avances devront être rémunérées.
Ces avances sont bloquées pendant une durée de deux ans à compter de la signature de ladite convention.

B) Contrat de services avec la société DIPLOMANCE

Personne concernée : Mme Joelle Lellouche, Présidente

Nature et objet : Un contrat de services de communication a été signé en date du 31 décembre 2021.

Modalités : Une charge de 14.400€ TTC a été comptabilisée au 31/12/2022.

C) Convention de mise à disposition de personnel avec la société DIPLOMANCE

Personne concernée : Mme Joelle Lellouche, Présidente

Nature et objet : Convention de mise à disposition de Mme Besançon au temps passé pour les besoins administratifs de la société DIPLOMANCE du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2023.

Modalités : Une mise à disposition à hauteur de 2 jours de travail a été facturée à hauteur de 932.73 euros au titre de l'exercice 31/12/2022.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

D) Rémunération des dirigeants

Personne concernée : Mme Joelle Lellouche, Présidente

Nature et objet : Rémunérations versées visées aux articles L612-5 du Code de Commerce

Modalités : Le total des rémunérations versées aux dirigeants de l'AGEFA s'élève à 102.008 euros bruts au titre de l'exercice 2022.

E) Filiale SAS DIPLOMANCE – nomination représentant permanent

Création en date du 17/12/2021 d'une filiale sous la forme juridique d'une SAS au capital de 10.000€ détenue intégralement par l'association AGEFA PARIS IDF, l'association assumant la Présidence de cette filiale.

Personne concernée : Mme Joelle Lellouche, Présidente

Nature et objet : Nomination d'un représentant permanent de la filiale

Modalités : Nomination de Mme Joelle Lellouche lors de la constitution de la filiale

Paris, le 13 juin 2023

Le commissaire aux comptes
AUDIT CONSEIL FINANCE



M. LACHEZE
Associé
Commissaire aux comptes

Audit Conseil Finance

Société de Commissariat aux Comptes

1 avenue Niel - 75017 PARIS

Michel LACHEZE

François-Xavier LACHEZE

Associés

Commissaires aux Comptes

☎ +33 (0) 1 53 81 88 88

✉ +33 (0) 1 40 54 84 10

cac@acfparis.fr

CFA AGEFA PARIS ILE DE FRANCE

Immeuble « Le Luminis »

91 rue Jean Jaurès

92800 PUTEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS DU CFA DE L'ASSOCIATION AGEFA PARIS IDF

Exercice clos le 31 décembre 2022



SELAS au Capital de 9 000 € - RCS Montargis 481 984 300 000 22 - APE 6920Z

TVA FR 05 481 984 300

Membre de la Compagnie Régionale d'Orléans

Siège : 22 avenue A.Cochery - 45200 MONTARGIS Tél. : 02 38 89 00 55 + Fax : 02 38 98 70 15

CFA AGEFA PARIS ILE DE FRANCE

Immeuble « Le Luminis »

91 rue Jean Jaurès

92800 PUTEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS DU CFA DE L'ASSOCIATION AGEFA PARIS IDF

Exercice du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de l'association AGEFA PARIS ILE DE FRANCE, et en application de l'article R. 6233-6 du Code de Travail, nous avons établi le présent rapport portant sur le contrôle des comptes du Centre de Formation d'Apprentis de l'AGEFA PARIS ILE DE FRANCE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par votre conseil. Il nous appartient, sur la base de nos travaux d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels du CFA sont établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions réglementaires et comptables qui leur sont applicables.

Paris, le 13 juin 2023

Le commissaire aux comptes

AUDIT CONSEIL FINANCE



M. LACHEZE

Associé

Commissaire aux comptes